

CRISE POST-ELECTORALE EN RDC: SUBSTANCE ET PISTES DE SORTIE

Les élections du 28 novembre 2011 ont donné au-delà de toute polémique lieu à une indéniable crise. Quoique cet aspect de la crise ne soit pas prise en compte par la présente analyse, l'aggravation de la situation en conséquence des nouveaux bruits de bottes des troupes de Bosco Ntanganda et ses alliés, notamment le Rwanda dans l'Est du Congo est déjà prévisible.

Les rapports des missions d'observations nationales et internationales établissent des graves irrégularités dans la préparation, le déroulement, la manipulation des résultats et leur traitement par la Cour Suprême de Justice.

A. Substance de la crise

I. Le Quoi

La crise post-électorale actuelle est l'expression sur le plan interne des adversités des groupes d'intérêts divers. Quel que soit l'angle sous lequel elle est examinée, une constante demeure: la société congolaise profonde est en désaccord ouvert ou latent avec un système politique, pouvoir et opposition compris, qui ne parvient toujours pas à lui assurer des conditions de vie dignes soit par mauvaise foi soit par déficit de vision.

Les différenciations suivantes plus ou moins prononcées selon les cas divisent chaque jour davantage le congolais contre lui-même:

1. Opposition Est-Ouest
2. Opposition Nord-Sud
3. Opposition interethniques internes à chaque province et interprovinciales
4. Opposition Majorité Présidentielle-Opposition
5. Abandon des populations rurales "au profit" des centres urbains
6. Poursuite de l'intérêt privé au préjudice de l'intérêt général
7. Opposition minorité sociologique favorisée -majorité sociologique défavorisée.

Toutes ces différenciations alimentent et exacerbent la crise de la société congolaise profonde.

II. Le Qui

La crise actuelle met aux prises sur le plan interne différents acteurs. Elle ne concerne pas uniquement la classe politique. Ce sont les intérêts des toutes les couches de la population sans exception qui sont en jeu et souvent en péril.

Ce sont en réalité toutes les couches de la population qui en sont les protagonistes, notamment:

1. La classe politique: Majorité Présidentielle - Opposition
2. Les organisations de la société civile au sens le plus large: syndicats, corporations, ong des droits humains, les chômeurs, les petits salaires, les populations misérables des milieux ruraux, les sans-emplois et désœuvrés des cités urbaines, la presse.
3. L'Église Catholique en particulier.
4. La corruption systématique de la Justice au profit de la Majorité Présidentielle.

La crise du Congo actuelle pose à vrai dire la problématique de la répartition équitable des ressources nationales en termes de justice sociale et d'aménagement des conditions de vie dignes.

Elle s'exprime aujourd'hui sur le terrain politique tout simplement parce que c'est le pouvoir politique qui sert au groupe "des satisfaits" de se servir des ressources publiques comme instrument de solution de leurs problèmes personnels. Il faut donc, dans cette logique, accéder coûte que coûte au pouvoir pour s'assurer la solution à ses problèmes individuels ou de groupe d'individus.

Toute voie de sortie, pour être sérieuse, ne devrait pas perdre de vue cette donnée fondamentale.

B. Évolutions de la crise

La crise actuelle peut évoluer dans tous les sens, soit dans l'optique d'une aggravation soit vers une perspective positive de réduction des conflits.

I. Le scénario du pire

Le maintien des résultats électoraux tels que publiés par la Commission Nationale Électorale Indépendante et la mise en place d'une configuration institutionnelle exclusivement fondée sur ces résultats est la voie à emprunter pour aboutir de la manière la plus sûre à l'aggravation de la crise et aux complications qui peuvent en découler: résurgence de la violence publique et privée, multiplication et prolifération des milices et groupes armés, sécessions, rébellions et mutineries,

pillages des ressources publiques, aggravation de la misère sociale, divisions interethniques et animosités interprovinciales ...bref, le chaos sous ses formes les plus brutales.

Pour cause, ces résultats ne sont conformes ni a la vérité des urnes ni a la vérité sociale sinon sociologique.

Toutes les parties intéressées le reconnaissent plus ou moins et les différents intervenants nationaux et internationaux en sont conscients.

II. La médiane

Un scénario médian est possible. Dans le contexte actuel, il pourrait être réalisé simplement par un partage équitable du pouvoir entre les différents groupes d'intérêts en présence. Ils sont tous connus et il conviendrait de tenir compte de tous.

Dans ce contexte, la Majorité Présidentielle actuelle pourrait garder la présidence ou la fonction du chef du gouvernement, l'opposition politique par le biais de l'UDPS venant en concurrence a ces fonctions, l'une excluant l'autre.

Une formule combinant résultats des élections législatives du 28 novembre 2011 tels que publiés par la CENI et cooptation dans les différentes couches socioprofessionnelles en tenant compte des différenciations décrites plus-haut est en même de permettre la composition d'un parlement réellement représentatif des citoyens des toutes les origines et des toutes les conditions avec une mention spéciale à la participation de la femme.

Dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité de ce scénario médiane, il conviendrait soit de suspendre les élections provinciales et locales et répartir les fonctions sur la base de la même formule consensuelle, soit différer ces scrutins pour les organiser dans des conditions techniques et matérielles différentes qui garantissent la vérité des urnes.

A cet effet, la CENI actuelle doit être dissoute et ses animateurs remplacés. La CENI porte une grande responsabilité dans la crise actuelle. Il sied de l'aménager autrement pour en assurer un fonctionnement efficient et une gestion transparente de la partie du processus électoral restante.

Le scénario médiane devrait limiter sa durée a un timing inférieur au mandat réglementaire de 5 ans. 24 mois en réalité de transition pour l'organisation a terme des nouvelles élections générales seraient satisfaisants.

La réalisation de ce scénario exige un sens aigu du compromis de la part des groupes d'intérêts en présence et un véritable génie de conciliateur de la part des facilitateurs.

III. L'extrême

Le rejet total des résultats des élections du 28 novembre relève dans le contexte actuel de temps et d'espace d'une tentation à l'extrême qu'il convient d'éviter. Pour cause, l'inconnu:

- Sur le plan institutionnel, le vide s'installerait. Il ne pourrait plus être comblé par un mécanisme constitutionnel dans la mesure où la crise a déjà rendue obsolètes les règles en même temps que leur légitimité.

- Sur le plan de l'adhésion des différents groupes à ce scénario, il est à craindre que certains groupes d'intérêts principalement la Majorité Présidentielle et autres détenant l'avantage pour eux et le désavantage pour les autres d'une capacité militaire soient tentés de s'y opposer par la force armée.

- Sur le plan du timing, le temps déjà consommé a rendu certains cas de figure politiques et constitutionnels anachroniques sinon dépassés.

Dans l'hypothèse même où ce scénario serait accepté par tous dans son principe, il poserait d'énormes problèmes pratiques dans sa mise en œuvre au point que ces difficultés de faisabilité pourraient entamer sa valeur même comme moyen de solution du problème.

Au-delà du scénario retenu, la question du profil des animateurs des institutions et de la qualité du contenu du programme politique et économique du scénario de sortie de crise est essentielle à l'aboutissement heureux de la manœuvre.

Il faut en effet que le scénario serve effectivement à sortir de la crise et non à son aggravation.

C. Règles du jeu applicables au scénario médiane:

1. Une évidence: la crise est réelle.
2. Les résultats des élections et le processus global ne sont jusqu'ici ni crédibles ni transparents.
3. Personne ne peut en conséquence se prévaloir d'avoir gagné les élections.
4. La règle de l'équilibre entre les forces en présence.
5. La règle d'inclusion des toutes les différenciations.
6. La règle de la modération et de la tolérance.
7. La règle de l'équité et de l'égalité.
8. Le principe du mérite.

9. Le sens du compromis.

10. Le respect de la mission, à savoir, trouver solution durable et juste à la crise.

D. Recommandations

Eu égard à ce qui précède, la Fondation Paix Sur Terre recommande:

1. Au peuple congolais dans son ensemble: de s'autodéterminer en se prenant en charge.

2. A Joseph Kabila et sa famille politique: de résister a la tentation de gouverner par défi et de dialoguer avec le peuple à travers ses différentes couches en vue de résoudre la problématique de leur légitimité.

3. A Etienne Tshisekedi et à l'opposition politique: d'éviter les erreurs du passé et de privilégier le compromis pour l'intérêt supérieur du peuple.

4. A la société civile des toutes les provinces: de s'impliquer plus activement, en tant que forces vives, a la recherche d'une solution juste au profit de la population congolaise meurtrie.

5. Aux Forces Armées de la République, la Police Nationale et les Services des Renseignements : de remplir la mission républicaine et de respecter les droits fondamentaux de la personne humaine et les libertés publiques des citoyens.

6. A l'Église Catholique : de poursuivre son appui déjà en cours au processus de démocratisation et de proposer en vue de la sauvegarde de la paix, aux acteurs politiques, aux forces vives et a l'ensemble du peuple congolais des pistes crédibles de solution pour le triomphe de la Justice et de la Vérité.

7. A la communauté internationale : de privilégier la mission universelle d'édification d'un État de Droit en RD CONGO.

8. A l'Administration Américaine, à l'Union Européenne et au Gouvernement belge : de s'impliquer sérieusement pour une solution acceptable pour le peuple congolais car ils ont les moyens indispensables pour y parvenir.

9. A la classe politique congolaise, Majorité Présidentielle et Opposition, de libérer le peuple qu'elle a pris en otage par ses querelles de positionnement partisan.

Au demeurant, tous les antagonistes de la crise doivent s'inspirer de la sagesse de la palabre africaine pour prendre en compte le devoir de solidarité avec le peuple qui souffre et les femmes et les enfants de manière particulière.

Le jugement des Cours et Tribunaux est susceptible de corruption. En revanche, le jugement de l'Histoire et donc de Dieu a toujours été incorruptible.

Fait à Kisangani, le 09 avril 2012

Pour la Fondation Paix Sur Terre / RDC

Me Firmin Yangambi

Mme Lucie Dianabo